

Autoritarisme et démocratisation en Amérique latine

Graciela Ducatenzeiler

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701545ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701545ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ducatenzeiler, G. (1983). Autoritarisme et démocratisation en Amérique latine. *Études internationales*, 14(3), 555–560. <https://doi.org/10.7202/701545ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Autoritarisme et démocratisation en Amérique Latine*

Graciela DUCATENZEILER**

Les expériences autoritaires et le développement des socialismes réels ont provoqué des changements substantiels dans les approches utilisées pour l'étude des sociétés latino-américaines. Alors qu'au cours des années soixante la problématique dominante était axée sur le développement, la dépendance et la révolution, celle des dernières années, s'interroge plutôt sur les causes de l'autoritarisme et de la désintégration de ce type de régime en cherchant notamment les possibilités qui s'offrent en vue d'une reconstruction démocratique du système politique.

Dans un continent où, d'une part, la bourgeoisie a soit négligé d'assumer le rôle historique de promoteur de pratiques démocratiques, soit renoncé à défendre un projet démocratique, et où, d'autre part, les forces populaires ont rencontré des sérieuses difficultés à structurer un tel projet, la problématique de la démocratie constitue un champ aussi nouveau que les situations qui ont été à son origine.

Cette nouvelle problématique fait l'objet d'innombrables livres et articles publiés ces dernières années, notamment en Amérique latine et aux États-Unis. Dans cette étude bibliographique, il est question de quatre publications qui selon des perspectives différentes, s'interrogent sur l'autoritarisme et la démocratie en Amérique latine, *La Revue de l'Institut de Sociologie* de l'Université libre de Bruxelles présente un ensemble d'études qui s'intéressent fondamentalement à la question de l'État et à la problématique autoritarisme-démocratie. Les trois livres de la collection *Politics in Latin America* publiés par la Hoover Institution mettent plutôt l'accent sur la dynamique des relations entre les États-Unis et les différentes régions de l'Amérique latine dans le rapport autoritarisme-démocratie.

* GARCIA, Marcos Alvarez et MARTINS, Antonio José (sous la direction de) *État et société en Amérique latine*. Numéro spécial de la *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1981-1-2, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1981. 505p.

WESSON, Robert (Ed.) *U.S. Influence in Latin America in the 1980s*. New York, Praeger Publishers, 1982, 252p.

WESSON, Robert. *Democracy in Latin America: Promise and Problems*. New York, Praeger Publishers, 1982, 217p.

ANDERSON, Thomas P. *Politics in Central America: Guatemala, El Salvador, Honduras and Nicaragua*. New York-Stanford (Cal.), Praeger Publishers-Hoover Institution Press, Coll. « Politics in Latin America, A Hoover Institution Series », 1982, 239p.

** Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal.

I – État et société en Amérique Latine

N'eusse été que par l'inclusion de l'article de G. O'Donnell, « Les tensions de l'État bureaucratique-autoritaire et la question de la démocratie », la complication de M. Alvarez García et A.J. Martins, publiée dans la *Revue de l'Institut de Sociologie* de l'Université libre de Bruxelles, aurait déjà été un événement important pour les politologues et les sociologues francophones. En effet, au-delà des critiques qu'on pourrait adresser à l'approche d'O'Donnell, celui-ci fut un des premiers à poser le problème de l'autoritarisme et de la démocratie hors des sentiers battus et cette publication nous permet de bénéficier d'un important instrument de travail en langue française.

L'étude de O'Donnell démontre que malgré l'apparence monolithique et puissante de l'État bureaucratique-autoritaire, il existe des tensions aussi bien à l'intérieur de ce système de domination qu'à l'intérieur des secteurs sociaux qui en sont exclus. L'État bureaucratique-autoritaire serait une forme imparfaite de la domination bourgeoise seulement compréhensible comme alternative à la menace, réelle ou imaginaire, de rupture de l'ordre capitaliste. Par conséquent, malgré sa spécificité de ce type d'État, il n'échappe pas, chez O'Donnell, à la caractéristique fondamentale de tout État, soit celle d'être une relation sociale de domination, « l'État doit être compris dans et à partir de la société civile, bien que ses objectivations institutionnelles apparaissent et puissent se proclamer au-dessus d'elle » (p. 11).

En effet, l'État autoritaire se présente comme le remède à tous les maux d'une démocratie ingouvernable. Il propose une reconstruction révolutionnaire du système politique par laquelle l'efficacité technocratique et la rationalité bureaucratique remplaceraient l'inefficacité de la politique. Il promet de dépolitiser aussi bien l'État que la Société au nom de cette rationalité technocratique. L'État bureaucratique-autoritaire se définit lui-même comme un « État-institutions qui prétend se présenter comme une rationalité supérieure et différente de la société civile », en niant en même temps « son rôle primordial comme articulateur inégal (et plus précisément contradictoire) de la société civile » (p. 11). Cependant dans la réalité, les régimes autoritaires coupent les ponts entre l'État et les secteurs populaires auparavant mobilisés, secteurs jugés responsables de la « désintégration » sociale et du « chaos », et non pas avec l'ensemble de la société civile. D'autre part, il existe des changements qualitatifs dans le type d'articulation qui s'établit entre l'État et les secteurs qui soutiennent le projet autoritaire.

Luis Carlos Bresser Pereira, dans son article « L'apparition de l'État technobureaucratique-capitaliste dépendant », présente une conception de la relation État et Société qui s'oppose sur des points essentiels à celle d'O'Donnell.

En effet, L.C. Bresser Pereira conclut, surtout à partir de l'expérience autoritaire brésilienne, caractérisée par une forte autonomie de l'État par rapport à la société civile et par le développement d'une couche technocratique avec pouvoir décisionnel au niveau de l'État, à l'existence d'un nouveau mode de production qu'il appelle technocratique.

L'article en question constitue le VII^e chapitre d'un livre qui sera prochainement publié en français dont le titre est « *Estado e subdesenvolvimento industrializado* », par conséquent, nous sommes privés de l'introduction et du premier chapitre où l'auteur définit les concepts utilisés postérieurement. Dans l'introduction de son livre¹, Bresser Pereira explique les caractéristiques du nouveau mode de production technocratique. De la même façon que le capitalisme se caractérise par la séparation des moyens de production des travailleurs et par

1. *Estado e subdesenvolvimento industrializado*, Editora Brasiliense, São Paulo, 1977.

leur appropriation par la bourgeoisie dans le mode de production technobureaucratique, la propriété des moyens de production est étatique ou technobureaucratique. Les technobureaucrates contrôlent collectivement l'organisation bureaucratique étatique et l'État est propriétaire des instruments de production. Dans le mode de production technobureaucratique ou étatique, les technocrates s'approprient administrativement de l'excédent économique. Les prix des biens et de la main-d'œuvre sont aussi fixés administrativement. Dans ces termes, le marché fait place à la planification comme forme de coordination économique².

Quelle est, dans cette perspective, l'articulation entre l'État et la société civile ? Chez Bresser Pereira, la bourgeoisie industrielle est une bourgeoisie consulaire alliée aux intérêts des firmes multinationales qui, en s'associant à la technocratie étatique, constitue le nouveau bloc au pouvoir. Cependant, le développement du mode de production technocratique mènerait à une autonomie croissante de la bureaucratie étatique par rapport à la bourgeoisie captive, donc à une coupure entre l'État et la société civile dans son ensemble.

L'article de Bresser Pereira, malgré les critiques que l'on puisse adresser, constitue un travail provocateur et stimulant en plus d'être la thèse la plus représentative des tenants de l'autonomie de l'État dans les régimes autoritaires.

Dans le même volume, nous trouvons deux autres articles sur la bureaucratie d'État : « Intervention de l'État et de l'entreprise publique en Amérique latine contemporaine ; aspects politiques et institutionnels » par Marcos Kaplan et par Oscar Oszlak « Notes pour une théorie de la bureaucratie d'État ». Le premier remarque que le développement des pays latino-américains a été accompagné, au cours des dernières décennies, d'une intervention croissante de l'État au niveau économique qui s'est traduit par un gain d'autonomie face aux classes sociales et à la société. Toujours d'après l'auteur, l'entreprise publique est l'un des aspects centraux du processus de développement de l'interventionnisme étatique. Elle est le résultat d'un ensemble de facteurs historiques, conjoncturels, militaires, économique-sociaux et politico-idéologiques (p. 43). L'autonomie relative de l'État et de l'élite politico-administrative se réalise en partie à travers l'entreprise publique. En effet, d'après, M. Kaplan, « l'augmentation de l'étatisme va de pair avec le renforcement et l'autonomisation du personnel politico-administratif, techno-bureaucratique, civil et militaire » (p. 56) « qui tend à devenir une société à part de l'État, qui fixe ses buts, ses moyens et ses normes » (p. 57). Quant aux articulations entre l'État et la société civile, Kaplan oscille entre une position institutionnaliste de l'État et une autre axée sur les rapports sociaux. On a ainsi parfois l'impression que la bourgeoisie fait partie de l'État, parfois qu'elle est exclue. C'est ainsi que malgré le fait qu'il définisse l'autonomie de l'État comme étant toujours relative, il attribue à ce dernier « un rôle d'arbitre entre les groupes de la classe dominante, et entre celle-ci et les classes subalternes et dominées quand se jouent la cohérence, la stabilité et la survie du système » (p. 58).

L'analyse de M. Kaplan se reproche plus de celle de Bresser Pereira que de celle d'O'Donnell ; cependant, le manque de références empiriques dans l'article rend ses affirmations fausses ou valides tout dépendant du pays auquel peut songer le lecteur. À notre avis, en effet, malgré des traits partagés, ni l'État ni l'entreprise publique, dans les différents pays latino-américains, n'ont joué le même rôle, par conséquent, les généralisations devraient toujours être nuancées.

L'article de Oscar Oszlak, « Notes critiques pour une théorie de la bureaucratie d'État » se penche sur les fondements épistémologiques sur lesquels se basent les diverses approches qui se sont intéressées aux organisations étatiques ainsi que sur le lieu assigné à la

2. *Op. cit.*, p. 24.

bureaucratie par les différents courants théoriques. L'auteur souligne les faiblesses existantes dans la littérature en ce qui concerne la recherche d'un niveau d'analyse permettant d'étudier les interrelations entre les processus sociaux globaux et la dynamique propre à la bureaucratie d'État. En dernier lieu, Oszlak récupère la spécificité substantive et historique de la bureaucratie en soulignant le conflit inhérent aux rôles qu'elle peut alternativement jouer dans les sociétés capitalistes (p. 129). Quant aux rapports entre l'État et la société, Oszlak remarque que l'articulation, chaque fois plus complexe de secteurs sociaux et d'unités d'État, effacent, modifient ou rendent floues les frontières classiques entre le domaine « public » et le domaine « privé ».

Fernando Henrique Cardoso, dans son article « Expansion étatique et démocratie », s'interroge sur les conséquences politiques de l'expansion étatique, notamment dans le contexte brésilien. Son hypothèse de base est que « ce ne sera pas par le contrôle de l'économie par l'État ou par la diminution du rôle du secteur public que la démocratisation politique, en tant que « sous-produit », sera atteint » (p. 234). « Démocratiser ne signifie pas restreindre l'État ou se défaire de l'avis technico-administratif, mais soumettre au contraire les décisions de l'État à un débat et aux contrôles publics » (p. 235). Cardoso souligne qu'en dépit du fait que la participation croissante de l'État dans l'économie et l'expansion des bureaucraties sont importantes pour l'autoritarisme, ni celui-ci ni la démocratie ne découlent immédiatement d'un modèle économique déterminé. L'autoritarisme ne se caractérise pas par le renforcement de la machine étatique mais plutôt par l'affaiblissement de la société civile. Cet affaiblissement « correspond en fait à l'émergence à l'intérieur de l'appareil d'État, de groupes qui le « privatisent », soit dans l'intérêt d'autres groupes... soit au bénéfice des groupes bureaucratiques confondant leurs propres intérêts avec ceux de la nation » (p. 237).

Cardoso conclut que la question de la démocratie n'implique nullement l'élimination ou l'affaiblissement de l'État, mais plutôt sa démocratisation, c'est-à-dire dépasser la séparation entre État et société civile. « Il ne suffit pas d'avoir des partis politiques actifs et d'avoir des libertés publiques hors de l'État. Il faut les avoir dans l'État... » (p. 238).

Le numéro de la *Revue de l'Institut de Sociologie* de l'Université libre de Bruxelles dont il est question dans cette étude renferme d'autres articles plus axés sur l'analyse de situations concrètes que ceux que nous avons choisi de commenter; cependant, ils sont tous d'un grand intérêt pour ceux qui s'intéressent à l'Amérique latine. Marcos Alvarez Garcia et Antonio José Martins, les compilateurs du volume, ont réussi à nous présenter le profil du débat actuel en Amérique latine.

II – LES ÉTATS-UNIS, LA DÉMOCRATIE ET L'AUTORITARISME

Les trois volumes que nous analysons sous cette rubrique constituent les premières monographies d'une série sur la politique en Amérique latine publiée par la Hoover Institution. Comme le précise le directeur de la collection, Robert Wesson, dans la préface au livre de Th. P. Anderson, les titres de la collection se devaient d'être essentiellement factuels, en n'incluant qu'un minimum d'interprétation théorique ou analytique. Ils ne sont pas destinés aux spécialistes de l'Amérique latine, mais plutôt à tous ceux qui désirent s'informer sur le développement politique de la région. En effet, les résultats sont tout à fait cohérents avec les objectifs de la série.

Dans les différents sujets traités, les auteurs de trois volumes ont une préoccupation commune: la rareté des systèmes démocratiques « dans le coin du monde le plus exposé à l'influence bénéfique des États-Unis » (Wesson, *Democracy in Latin America*). L'analyse de la politique en Amérique latine, ainsi que celle de la démocratie se fait constamment à la

lumière des interventions américaines dans la région. Les auteurs s'interrogent donc, sur les effets de la politique étrangère américaine dans les systèmes politiques des pays latino-américains, en évoquant à plusieurs reprises la politique étrangère qui serait souhaitable pour y favoriser la démocratie en évitant évidemment le pire des maux que constitue, dans leur optique, le communisme.

Thomas P. Anderson, dans son livre *Politics in Central America*, constate que la politique dans la région (Guatemala, El Salvador, Honduras et Nicaragua) est marquée par la violence et il s'interroge sur « les racines profondes de ce malaise culturel » (p. 13). L'auteur trouve la réponse en faisant valoir que ces sociétés, à l'égal de la majorité de l'Amérique espagnole, seraient tournées vers la mort. Nous laisserons au lecteur le soin de tirer toutes les conclusions de cette affirmation. Cependant, les incursions de l'auteur dans le domaine de l'explication de la violence et de l'autoritarisme s'arrêtent là. Malgré la simplicité de la démarche et la facilité des réponses, la lecture du livre n'arrive pas à nous révolter. On sent, de la part de l'auteur, une grande sympathie pour les victimes de la violence et de l'autoritarisme qu'il n'arrive pas pourtant à expliciter.

Robert Wesson, dans le livre *Democracy in Latin America*, ne parvient pas non plus à nous donner une explication convaincante de l'autoritarisme en Amérique latine. Des caractéristiques géographiques, psychologiques et culturelles, ainsi que la longue subordination aux pouvoirs externes et la division extrême des sociétés sont énoncées comme ayant été les obstacles à l'établissement d'une démocratie durable. Mais malgré les multiples déterminations proposées par l'auteur, on trouve des lieux communs qu'on pensait disparus de la science politique, comme: « Le climat affecte les plantes aussi bien que les gens », « la majeure partie de l'Amérique latine est loin des centres historiques de civilisation et de progrès et se situe dans une voie qui ne mène nulle part », etc. (p. 93).

U.S. Influence in Latin America in the 1980s, compilé par Robert Wesson, analyse l'importance et la signification de l'influence américaine dans dix pays de l'Amérique latine ces dernières années. Les dix auteurs s'entendent sur le fait que les États-Unis ont perdu une partie de leur hégémonie dans la région. Ce déclin, s'explique d'une part, par les nationalisations de ressources primaires et d'autre part, par la perte de l'influence politique. Non sans raisons, les auteurs essaient de démontrer l'autonomie de la politique latino-américaine par rapport aux influences américaines. Très souvent cependant, on prête à la politique étrangère américaine des intentions très discutables tel que sa préférence pour les régimes démocratiques au détriment des dictatures militaires. En effet, malgré les conflits qui ont pu opposer le gouvernement américain, notamment l'administration Carter à certains gouvernements autoritaires, il n'en reste pas moins qu'au moment de leur accession au pouvoir, ils ont pu compter sur l'appui du Président américain, alors même qu'ils remplaçaient des régimes substantiellement, et non pas formellement démocratiques.

Aucun des auteurs discute la nécessité de l'intervention américaine; malgré les accords ou les dissidences avec des interventions particulières, les États-Unis ont, d'après eux, un rôle à jouer dans la région et ce rôle serait de promouvoir la démocratie. Mais on a le droit de se demander si la meilleure forme de promotion de la démocratie ne serait pas de s'abstenir et permettre ainsi la résolution interne des conflits qui affligent les pays de la région.

Conclusion

Nous avons eu à commenter un ouvrage sur l'Amérique latine écrit par des latino-américains et trois autres par des auteurs américains. Les quatre ouvrages traitent des sujets fondamentaux. Dans le cas des trois derniers cependant, les auteurs ne soulèvent, à notre avis, aucune question nouvelle. Dans ce sens, ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la littérature américaine sur l'Amérique latine dont les contributions à la compréhension de l'autoritarisme et les interrogations sur la démocratie sont une lecture obligée pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent.